



Annales historiques de la Révolution française

355 | janvier-mars 2009
L'Église catholique en Révolution

L'Église catholique en Révolution : l'historiographie récente

Philippe Bourdin et Philippe Boutry



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10711>

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2009

Pagination : 3-23

ISBN : 978-2-200-92557-4

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Philippe Bourdin et Philippe Boutry, « L'Église catholique en Révolution : l'historiographie récente », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 355 | janvier-mars 2009, mis en ligne le 29 décembre 2009, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10711>

Tous droits réservés



INTRODUCTION

L'ÉGLISE CATHOLIQUE EN RÉVOLUTION : L'HISTORIOGRAPHIE RÉCENTE

Philippe BOURDIN
Philippe BOUTRY

En 1988 paraissaient les actes du colloque tenu deux ans plus tôt à Chantilly sur les *Pratiques religieuses dans l'Europe révolutionnaire (1770-1820)*, un ouvrage qui fait date¹. Dans son introduction, Bernard Plongeron affirme la volonté des auteurs de compléter une historiographie classique, consacrée notamment à la question du serment, magnifiquement traitée par la grande enquête de Timothy Tackett², ou des persécutions du clergé. Ils ouvrent les champs d'une recherche volontiers monographique aux fidèles, aux laïcs de toutes confessions, aux mutations des pratiques (baptismales, testamentaires, sacramentelles, catéchistiques et éducatives, publiques ou clandestines) et des sensibilités en France comme dans les territoires occupés, à l'iconographie parodique ou fervente. L'ensemble permet, entre autres, de reformuler la question d'une « religion révolutionnaire », de la « déchristianisation », de marquer les impacts immédiats, différés ou inexistantes, selon les contextes locaux, de la législation, des cultes et des fêtes officielles, de mesurer les transformations de l'espace urbain, des enclos et des bâtiments religieux, d'envisager la réorganisation des confréries, des ordres réguliers et des pèlerinages.

Ces nouvelles ouvertures de la recherche sont à la source de plusieurs synthèses et enquêtes. Au titre des premières, les réflexions de

(1) Bernard PLONGERON, Paule LEROU et Raymond DARTEVELLE (dir.), *Pratiques religieuses dans l'Europe révolutionnaire (1770-1820)*, Paris, CNRS-Brepols, 1988.

(2) Timothy TACKETT, *La Révolution, l'Église, la France*, Paris, Cerf, 1986.

Michel Vovelle sur la déchristianisation et les cultes révolutionnaires³. Pour s'en tenir au sujet du présent numéro, l'auteur, fort de deux décennies de recherche sur la question, croise les approches monographiques avec son analyse des correspondances, pétitions et adresses envoyées de tous les coins de France à la Convention – du moins de celles qui ont survécu au crible des comités. Ainsi établit-il une chronologie fine des ondes de choc favorisant la diffusion de l'anticléricalisme sous toutes ses formes (descente des cloches, iconoclasme, autodafés, mascarades, etc.), des Lumières à la Révolution ; chronologie qui retrouve celle des abdications et des mariages des prêtres, objet d'une grande enquête initiée par Marcel Reinhard dès les années 1960 et approfondie par Michel Vovelle lui-même. Dans l'histoire de la longue durée des croyances religieuses, ce dernier fait de l'épisode de l'an II « le moment paroxystique d'une crise, à sa manière, aussi profonde que celle de la Réforme ». Il est intensément vécu du Bassin parisien aux frontières septentrionales du pays, du Poitou au Lyonnais, de la vallée du Rhône à la Méditerranée, refusé dans un grand ouest armoricain, dans le Sud-Ouest et le Nord-Est, au cœur du Massif Central notamment, révélant des similitudes frappantes avec la carte du serment constitutionnel et donc des « attitudes qui échappent aux pressions du conjoncturel immédiat » et annoncent des comportements de longue durée. Mais la déchristianisation, qui porte un coup mortel à l'Église constitutionnelle, repose aussi sur une politisation proprement révolutionnaire, un projet de régénération culturelle dont le culte de la Raison était une pièce majeure.

Il faut compter aussi avec l'ouvrage de Bernard Cousin, Monique Cubells et René Moulinas, *La pique et la croix. Histoire religieuse de la Révolution française*⁴, qui fait se succéder plusieurs bilans : sur l'état social, spirituel et moral du clergé et des chrétiens à la veille de la Révolution, sur la fin de l'Église gallicane comme premier ordre du royaume, sur l'abolition des vœux de religion, sur la proclamation de la liberté de conscience et de culte et l'accession des minorités religieuses aux droits civils et civiques, sur la Constitution civile du clergé et le schisme, sur la répression des prêtres catholiques modérés ou réfractaires, la « déchristianisation » (replacée sur le moyen terme) et l'émergence d'une « religion républicaine », sur la vie religieuse des catholiques, et enfin sur le

(3) Michel VOVELLE, *La Révolution contre l'Église. De la raison à l'Être Suprême*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1988.

(4) Bernard COUSIN, Monique CUBELLS et René MOULINAS, *La pique et la croix. Histoire religieuse de la Révolution française*, Paris, Centurion, 1989.



Concordat et la réorganisation napoléonienne des cultes, dont une récente synthèse de Jacques-Olivier Boudon a rappelé la genèse au sortir de la décennie révolutionnaire⁵. De sorte que les enseignements de Chantilly étaient clairement inscrits dans le propos des auteurs, et ce d'autant plus qu'ils collaboraient dans le même temps aux enquêtes de terrain dont les résultats devaient abonder la collection « Hommes de Dieu et Révolution » (entendre les prêtres catholiques, les pasteurs, les rabbins), dirigée par Bernard Plongeron, collection qui compte aussi une importante contribution de Claude Muller sur l'Alsace, région aux fortes minorités protestantes et juives, région déchirée par la guerre, de frontière et de contacts, de fuite et d'attraction, observatoire idéal mais non pas forcément exceptionnel dans les comportements observés, dont l'auteur a donné un aperçu substantiel dans notre revue – revue par ailleurs fort avare de comptes-rendus sur les ouvrages d'histoire religieuse, que les éditeurs, il est vrai, n'envoient pas toujours, loin s'en faut⁶.

Avec la collaboration de Régis Bertrand, de Marie-Hélène Froeschlé-Chopard et de Martine Lapied, Bernard Cousin, Monique Cubells et René Moulinas accompagnaient ainsi leur synthèse nationale d'une large et tout aussi lumineuse étude de cas : les « hommes de Dieu » (prêtres catholiques, pasteurs, rabbins) dans la Provence en Révolution⁷. Dressant à cette échelle encore un état des lieux et des esprits à la fin de l'Ancien régime, ils nous invitent à parcourir une carte sans unité des provinces, des diocèses et des paroisses. À leur tête, les prélats sont d'anciens élèves des Sulpiciens puis de la Sorbonne majoritairement, membres de la noblesse provinciale aisée et en vue, riches de relations et de bénéfices. L'ouverture sociale, la ruralisation même, sont pourtant sensibles à l'échelle du diaconat, toutefois limitées par les études qu'il implique, en collège puis au séminaire et au-delà : il faut être gradué pour exercer dans une « ville murée ». La Provence demeure pour l'essentiel pays de congruistes, sans doute à l'abri du besoin (la congrue s'élève à 500 livres environ, augmentées du casuel), mais réunis en associations actives pour l'augmentation de leurs revenus. Ils savent la richesse des prieurs-décimateurs (32 % des séculiers du diocèse de Gap), des chapitres canoniaux, dont sont trop volontiers absents les chanoines, enfants de la vieille

(5) Jacques-Olivier BOUDON, *Napoléon et les cultes. Les religions en Europe à l'aube du XIX^e siècle, 1800-1815*, Paris, Fayard, 2002.

(6) Claude MULLER, *Hommes de Dieu et Révolution en Alsace*, Paris, Éditions Brepols, 1993 ; « Religion et Révolution en Alsace », *AHRF*, n° 337, juillet-septembre 2004, p. 63-83.

(7) Bernard COUSIN (dir.), *Hommes de Dieu et Révolution en Provence*, Paris, Brepols, 1995.

noblesse ou des parlementaires. En marge de ce monde séculier, les réguliers, dont les maisons essentiellement urbaines occupent une diagonale de Valréas à Nîmes, sont frappés lourdement par la crise des vocations. En un siècle, elle ampute de moitié le recrutement. L'analyse de quatre bibliothèques (des Capucins et des Dominicains de Toulon, de deux séculiers du canton de Barjols) permet d'appréhender brièvement une culture plus théologique que classique et littéraire, un fonds commun réduit à la théologie mystique, une quasi-absence du profane, une domination des ouvrages de la fin du XVII^e siècle, apogée de la Contre-Réforme. Dans ce « ghetto culturel », empreint de certitudes anciennes, les Dominicains font exception, ouverts aux sciences, aux arts et à l'histoire, aux idées du siècle. Les cahiers de doléances nés des assemblées du premier ordre, dominées par le clergé paroissial – rural en particulier –, évoquent surtout des soucis d'ordre moral et religieux (le déclin de la foi, les inconvénients de la liberté de la presse, l'édit de 1787 sur les protestants), des volontés de réorganiser l'Église (au bénéfice du confort et de l'écoute du bas clergé). Si l'égalité fiscale est admise, plus rares sont les revendications générales, et la division est grande sur la dîme (dont la suppression ou l'aménagement sont réclamés par les trois quarts des cahiers du tiers état), sur le vote aux États généraux. À tel point que la députation désignée pour ces derniers (deux archevêques, deux chanoines, neuf curés, un conseiller d'État) ne parviendra pas à rédiger un véritable cahier de doléances commun.

La législation révolutionnaire bouleverse l'univers des réguliers : les femmes (sauf neuf) restent dans leurs couvents, 59 % des hommes en sortent et très peu de maisons peuvent se prévaloir des vingt clercs nécessaires à leur survie. Les vingt et un diocèses antérieurs, trop petits, sont regroupés en quatre entités, dirigées par quatre nouveaux évêques élus, tous les anciens étant réfractaires. Le nombre des paroisses, par contre, augmente parfois dans les grandes agglomérations : de cinq à seize à Marseille (dont trois pour les faubourgs). Avignon pose problème : avant même son rattachement à la France, en septembre 1791, la municipalité nouvelle a contraint l'archevêque à quitter le Comtat, lésant le pape de ses pouvoirs temporels. Les États pontificaux sont réduits à deux districts partagés entre Vaucluse et Bouches-du-Rhône en 1792 : l'archevêché et les trois évêchés comtadins disparaissent du même coup... Cette réorganisation n'empêche pas une prestation parfois massive du serment constitutionnel, au-delà des moyennes nationales, surtout de la part du bas clergé, qui prononcera peu de restrictions, encore moins de rétractations avant 1795 (3 à 4 % des assermentés en 1791). Ainsi, 98 % des prêtres du



district de Gap, 94 % de ceux du département du Var, beaucoup moins dans les Bouches-du-Rhône (55 % à Marseille) sont assermentés. Le serment de Liberté-Égalité, en 1792, obligatoire pour les religieuses désirant conserver leur pension, est lui aussi massivement prêté. Les élections aux cures vacantes ne choquent guère « une population masculine en partie formée de membres des compagnies de pénitents, qui choisissaient ainsi leurs aumôniers ». Et la disparition des ordres mendiants, concurrents au sein des paroisses, satisfait les séculiers – dont les églises parfois s’enrichissent par le transfert d’œuvres d’art religieux. L’Église catholique constitutionnelle va se vouloir œcuménique, cohabitant avec les autres cultes, s’associant aux pouvoirs publics dans les cérémonies officielles, enterrant également les réfractaires.

Car arrive le temps des épreuves. Localement, les révolutionnaires anticipent sur les mesures de l’Assemblée législative et oublient le veto royal : les déportations de réfractaires débutent, les massacres de modérés aussi, parmi lesquels plusieurs prêtres. Le clergé d’origine noble a fui souvent dès 1790 ; une deuxième vague d’émigration a lieu après la chute du trône, en 1792 ; une troisième l’année suivante, consécutive à la crise fédéraliste. L’Italie toute proche est la terre d’accueil principale, l’Espagne, la Suisse et l’Angleterre à moindre titre. L’exil pour certains est temporaire : la sécession toulonnaise de 1793 ramène dans la ville plusieurs réfractaires ; les efforts de réorganisation de l’Église catholique en 1795 engagent aux retours, *a fortiori* le Concordat. Mais la sécession fédéraliste est une rupture tout aussi forte, car elle divise le clergé constitutionnel et conduit plusieurs de ses membres, dont l’évêque des Bouches-du-Rhône, Charles-Baptiste Roux, devant la justice révolutionnaire, et jusqu’à la mort parfois. Cette sentence fatale est vingt-deux fois prononcée contre des prêtres constitutionnels et réfractaires par le tribunal criminel des Bouches-du-Rhône, huit fois par celui du Vaucluse, neuf fois par la Commission Brutus et soixante-huit par la Commission populaire d’Orange. La sévérité extrême de cette dernière instance frappe particulièrement les religieuses de Bollène. Fidèles à la royauté par conviction et par leur ascendance aristocratique, préparées au martyre par leur formation, elles deviennent des symboles pour la Contre-Révolution et le lieu de leur mort un sanctuaire pour la piété populaire, massivement fréquenté dès 1794.

Le temps de la déchristianisation va être marqué par 781 abdications. Elles touchent surtout le clergé paroissial et particulièrement les prêtres constitutionnels (70 % des abdicataires). Elles sont nombreuses dans les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse, les Basses-Alpes, quoique les districts montagneux soient sous-représentés. Un abdicataire sur huit se

mariera ; deux, à Marseille, plus « sans-culottes » que d'autres, ont pour témoins les représentants Barras et Fréron et ont droit à un cortège et un banquet civiques, à une représentation théâtrale... Plusieurs épousent aussi des carrières laïques, souvent dans l'enseignement et l'administration, beaucoup plus rarement dans l'agriculture, quitte à rejoindre l'Église dès 1795. Une Église, donc, que la Révolution a scindée en plusieurs clergés, occasion pour les auteurs de brosser quelques destins parallèles et antagonistes. Ceux des évêques réfractaires : de Boisgelin, archevêque d'Aix, émigré à l'automne 1792, qui se ralliera au Concordat ; du Lau, archevêque d'Arles, victime, à Paris, des massacres de septembre ; du Belloy, évêque de Marseille, qui dès 1795 rejoint l'Église constitutionnelle avant d'être richement récompensé par l'Empire. Ceux des évêques constitutionnels : Roux, guillotiné pour fédéralisme, et Rigouard, jacobin et patriote actif, qui pourtant ne se déprêtera pas. Ceux de prêtres plus obscurs mais non moins engagés : le virulent révolutionnaire Jean-Joseph Rives, inspirateur du club aixois des Apolitiques ; l'érudit local Jean-Jacques Bonnet, auteur du *Noël des sans-culottes* ; etc. Destins, enfin, des réfractaires, qui organisent dans les cavernes de la Nerthe l'Église clandestine. Déguisés qui en femme, qui en paysan, dom Martinet l'abbé Reimonet, émigré rentré, le curé constitutionnel repentin Jaubert prêchent, baptisent, marient, distribuent la communion. Ils préparent l'action missionnaire engagée dès 1795 par d'anciens vicaires généraux revenus d'exil. Entourés d'un conseil ecclésiastique secret et correspondant avec les prélats restés en Italie, ils entament la reconquête des fidèles, village par village, aidés par des responsables laïcs. Plusieurs brochures dénoncent les intrus (déjà touchés par la terreur blanche des « Compagnons du Soleil ») ou invitent parfois, mais au prix de pénitences exemplaires, à la réconciliation des deux clergés. Elles affirment aussi une vision christocentrique de la religion, dans la tradition tridentine, et font une place importante à la dévotion mariale. Ainsi, les auteurs de cet ouvrage fécond proposent un bilan neuf de la question institutionnelle, sociale et culturelle des « hommes de Dieu » provençaux dans la Révolution, tout en laissant en partie à d'autres enquêtes « l'histoire vécue du peuple chrétien », pour reprendre la formule de Jean Delumeau : comment le fidèle provençal a-t-il accompagné les mutations de son univers religieux, écartelé entre une réalité vécue (des prêtres constitutionnels persistant pendant trois ans, avec courage, dans leurs fonctions, régénérant l'Église gallicane, honorant certains principes de l'Église primitive) et la réalité révélée par des réfractaires clandestins, imposant une image non conformiste du sacerdoce et annulant les actes des « intrus » ?



Au terme du Bicentenaire de la Révolution et alors qu'un grand colloque aixois plaçait la période « au carrefour des recherches »⁸, Régis Bertrand avait donc beau jeu et toute légitimité pour souligner ce qu'il tenait pour acquis en matière d'histoire religieuse à partir du colloque de Chantilly, les évolutions récentes d'une recherche émancipée des traditions historiographiques⁹ : un regard renouvelé sur les affrontements idéologiques à l'œuvre dans la décennie révolutionnaire et sur les chocs traumatiques individuels ou collectifs, en tout cas complexes, qui ont pu en résulter ; une volonté de déconstruire des mémoires militantes superposées et antagonistes pour réfléchir sur l'exemplarité des événements autour desquels elles s'étaient cristallisées ; un souci de la démarche sérielle, traduite cartographiquement à la suite des enquêtes initiées et menées par Marcel Reinhard, Michel Vovelle, Timothy Tackett (sur le serment, le « vandalisme », les abdications, la déchristianisation, les fêtes) ; un effort de restitution dans le champ historique de la question de l'Église constitutionnelle, du rôle des fidèles, souvent émancipés des tutelles, des cultes civiques, notamment sous le Directoire. Dans le bilan précoce qu'ils font de ce même Bicentenaire en matière d'histoire religieuse, Sylviane et Christian Albertan, ou Raymond Dartevelle¹⁰ considèrent pourtant surtout des publications (biographies, monographies, sources, articles de dictionnaires) immédiatement antérieures à 1989, relevant néanmoins pour cette année-là l'importance des actes du colloque de Marseille sur *Confréries et dévotions à l'épreuve de la Révolution*¹¹, de la synthèse de Yann Fauchois sur *Religion et France révolutionnaire*¹², des colloques ultérieurement publiés, tels celui de Clermont-Ferrand sur *Révolution française et vandalisme révolutionnaire*, celui de Pise sur *La rivoluzione nello Stato della Chiesa, 1789-1799. Culture istituzioni*

(8) Martine LAPIED et Christine PEYRARD (dir.), *La Révolution française au carrefour des recherches*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2003. Cf. Régis BERTRAND, « De l'histoire de l'Église à l'histoire religieuse de la Révolution », p. 249-261.

(9) Ces traditions historiographiques font notamment l'objet d'un article de Bernard PLONGERON, « Débats et combats autour de l'historiographie religieuse de la Révolution, XIX^e-XX^e siècles », *Revue d'histoire de l'Église de France*, tome 76, n° 197, 1990, p. 257-302.

(10) Michel VOVELLE et Antoine de BAECQUE (dir.), *Recherches sur la Révolution. Un bilan des travaux scientifiques du Bicentenaire*, Paris, La Découverte – Société des études robespierristes – Institut d'histoire de la Révolution française, 1991. « Révolution et religion », p. 177-211 pour ce qui concerne les contributions citées.

(11) Marie-Hélène FROESCHLÉ-CHOPARD (dir.), *Confréries et dévotions à l'épreuve de la Révolution in Provence historique*, tome XXXIX, fascicule 156, avril-juin 1989.

(12) Yann FAUCHOIS, *Religion et France révolutionnaire*, Paris, Herscher, 1989.

*pratica e mentalita religiosa*¹³ – sans oublier des monographies locales fortes d’une démarche sérielle, comme celle de Pierre Flament sur la Normandie¹⁴. Beaucoup des colloques du Bicentenaire ont favorisé l’histoire politique et ne l’ont guère associée à cette nouvelle histoire religieuse¹⁵, sinon autour de la forte personnalité de l’abbé Grégoire. La table ronde de Lille, en 1999, sur « L’intégration des citoyens dans la Grande Nation »¹⁶, fait exception. Bernard Plongeron rappelle l’important travail ecclésial fourni par le premier concile de l’Église constitutionnelle [gallicane] en août-septembre 1797 tout comme la déception de l’impossible réconciliation avec Rome ; Jacques Bernet développe l’exemple de la Picardie, discernant une résistance passive de la population à une politique anti-catholique imposée de l’extérieur ; Wolfgang Hans Stein analyse les effets d’une politique religieuse exportée dans les pays rhénans, soulignant l’importance des frontières diplomatiques et confessionnelles pour comprendre les modalités d’application adoucies des lois françaises, valorisant l’autonomie religieuse des individus et des paroisses, comme le voulait la tradition allemande de la réformation communale¹⁷.

(13) Simone BERNARD-GRIFFITHS, JEAN EHRARD, MARIE-CLAUDE CHEMIN (dir.), *Révolution française et vandalisme révolutionnaire*, Paris, Universitas, 1992. Luigi FIORANI (dir.), *La rivoluzione nello Stato della Chiesa : 1789-1799*, Pise, Istituti editoriali e poligrafici internazionali, 1997.

(14) Pierre FLAMENT, *Deux mille prêtres normands face à la Révolution, 1789-1801*, Paris, Perrin, 1989.

(15) Pour s’en tenir à quelques exemples, on ne lira rien sur la religion catholique et ses prêtres dans *Révolution et République. L’exception française* (Michel VOVELLE (dir.), Paris, Kimé, 1994), rien dans *L’an I et l’apprentissage de la démocratie* (Roger BOURDERON (dir.), Saint-Denis, Éditions PSD, 1995), dans *Citoyens et citoyenneté sous la Révolution française* (Raymonde MONNIER (dir.), Clermont-Ferrand, Société des études robespierristes, 2006), ou dans *La République directoriale* (Philippe BOURDIN et Bernard GAINOT (dir.), Clermont-Ferrand, Société des études robespierristes – Centre d’Histoire « Espaces et Cultures » – Centre de recherches révolutionnaires et romantiques, 2 volumes, 1998) ; rien d’explicite, même si le rôle du clergé réfractaire est parfois en cause, dans *Le tournant de l’an III. Réaction et Terreur blanche dans la France révolutionnaire* (Michel VOVELLE (dir.), Paris, CTHS, 1997), ou dans *La Contre-Révolution en Europe, XVIII^e-XIX^e siècles. Réalités politiques et sociales, résonances culturelles et idéologiques* (Jean-Clément MARTIN (dir.), Presses universitaires de Rennes, 2001) ; des remarques limitées à la contribution de Valérie SOTTOCASA sur « Résistances paysannes et Révolution : le cas des hautes terres du sud du Massif Central », dans *Pouvoir local et Révolution. La frontière intérieure* (Roger DUPUY (dir.), Presses universitaires de Rennes, 1995, p. 377-391), à celle d’Anne-Marie DUPORT sur « Mémoire de la Bagarre de Nîmes » dans *La Révolution française. Idéaux, singularités, influences* (Robert CHAGNY (dir.), Presses universitaires de Grenoble, 2002, p. 385-393).

(16) Hervé LEUWERS, Jacques BERNET, Jean-Pierre JESSENNE (dir.), *Du Directoire au Consulat : l’intégration des citoyens dans la Grande Nation*, Lille, Centre de Recherche sur l’histoire de l’Europe du Nord-Ouest, 2000.

(17) Bernard PLONGERON, « L’Église constitutionnelle [gallicane] à l’épreuve du Directoire : réorganisation, liberté des cultes et concile national de 1797 », *ibidem*, p. 149-164 ; Jacques BERNET, « Cultes chrétiens et civiques en Picardie à l’époque de la première séparation de l’Église et de l’État », *ibidem*, p. 165-176 ; Wolfgang Hans STEIN, « La République française et la Rhénanie annexée : frontière religieuse et autonomie paroissiale », *ibidem*, p. 177-197.



En dehors des moments particuliers des colloques, l'histoire religieuse ne connaît, de fait, aucune atonie depuis les années 1990. Deux travaux de synthèse sont encore proposés en France¹⁸. Le premier prend la forme stimulante et novatrice du volume « Religion » de l'*Atlas de la Révolution française*, publié en 1996 sous la direction de Claude Langlois, Timothy Tackett et Michel Vovelle sur le plan historique, et de Serge et Madeleine Bonnin sur le plan graphique¹⁹. Il associe, selon le principe de la collection, des introductions partielles, des mises au point historiographiques et bibliographiques et des élaborations cartographiques, statistiques ou graphiques sur une séquence chronologique large (1770-1820 *circa*) et selon de grandes rubriques : mutations religieuses du XVIII^e siècle (livres religieux, testaments, recrutement clérical, confréries) ; Révolution et religion (doléances, serments, émigration) ; déchristianisation de l'an II (adresses déchristianisatrices, abdications sacerdotales, mariage des prêtres, prénomination révolutionnaire) ; affaissement de l'Église gallicane (prêtres, réguliers et religieuses pensionnées ; remodelage des circonscriptions ecclésiastiques) ; et nouveau paysage religieux (organisation des minorités religieuses, réorganisation concordataire du catholicisme, renouveau religieux des premières décennies du XIX^e siècle, évolution des pratiques religieuses). La confrontation des principaux indices quantifiables de la « vitalité religieuse » et les mesures de la déchristianisation révolutionnaire permettent de dessiner une cartographie contrastée, mais remarquablement stable dans la durée, dont les traits principaux reflètent pour un siècle et demi à la fois la carte du serment de 1791 dressée par Timothy Tackett et la carte de la pratique religieuse établie et affinée par la sociologie religieuse de Gabriel Le Bras et Fernand Boulard entre 1948 et 1975, avec ses « bastions de chrétienté », ses « terres d'indifférence de tradition chrétienne » et ses « « déserts de chrétienté » ».

La seconde synthèse prend la forme du volume X de la collection de l'*Histoire du christianisme*, publiée en 1995 sous la direction de Bernard Plongeron qui a rédigé à lui seul près des deux tiers de l'ouvrage, lui conférant ainsi une exceptionnelle unité de direction et de pensée pour une synthèse de ce type²⁰. Le volume, qui replace le moment révolution-

(18) Citons également l'ouvrage de Nigel ASTON, *Religion and Revolution in France, 1780-1804*, Londres, MacMillan, 2000.

(19) Claude LANGLOIS, Timothy TACKETT, Michel VOVELLE, Serge BONNIN, Madeleine BONNIN (dir.), *Atlas de la Révolution française*, volume 9 : « Religion », Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences sociales, 1996.

(20) Bernard PLONGERON (dir.), *Les défis de la modernité (1750-1830)*, tome X de l'*Histoire du christianisme*, Paris, Desclée, 1995.

naire dans un large contexte européen et mondial et dans une chronologie presque séculaire, installe d'emblée la situation du christianisme à la charnière des XVIII^e et XIX^e siècles dans un rapport dialectique avec la « modernité », qu'elle soit scientifique, politique, culturelle ou industrielle ; il offre une large réflexion sur l'influence des Lumières ou une comparaison sur les racines et formes de l'anticléricisme. Partant du « défi des Lumières » tout en refusant une lecture manichéenne du rapport entre religion et raison, pour aboutir aux « consolidations idéologiques du second XIX^e siècle » par des voies à la fois nuancées et diversifiées intellectuellement, historiquement et géographiquement, tel est le projet de cette ample synthèse couvrant un siècle de l'histoire du christianisme dans le monde. L'analyse se déploie en trois temps, selon un axe à la fois chronologique et thématique, affrontant tour à tour, dans la diversité des structures étatiques et des aires confessionnelles, la problématique de la « modernité ». Une première partie explore la multiplicité des tensions entre « raison d'État » et « raison d'Églises » dans l'univers politique et culturel de l'Ancien Régime. Une seconde partie est centrée sur le projet révolutionnaire d'une « régénération » de l'homme et du citoyen dans son affrontement violent avec les fidélités religieuses et les résistances culturelles des populations chrétiennes. Une troisième partie est consacrée aux nouveaux « procès de la modernité » dans leurs tentatives de renouveler, de transformer ou de dépasser le christianisme jusque dans l'émergence de « religions séculières » et de discours utopiques. Le dispositif principal de l'interprétation réside dans la confrontation de deux modèles d'évolution de la situation du christianisme face à l'État à l'âge de la modernité des Lumières et du libéralisme naissant : un modèle de tolérance, particulièrement accusé par l'exemple américain ; et un modèle d'affrontement, dont la France révolutionnaire offre le prototype le plus achevé (Grégoire et Lamennais d'un côté ; Louis XVI, les Constituants, Robespierre, Bonaparte et Portalis de l'autre). L'analyse des développements ecclésiologiques de l'*Aufklärung* catholique dans l'Empire des Habsbourg et le Saint Empire germanique, de la « dévotion bien réglée » de Muratori, des réformes jansénistes de la Toscane de Pierre-Léopold secondé par Scipione De'Ricci et Tamburini, des politiques de tolérance de Frédéric II ou de Catherine II, du développement d'une « raison d'État » dans le monde calviniste, voire des « Lumières catholiques » de la France, du Portugal ou de l'Espagne et de l'expansion des « dissidences » dans le monde anglican, invitent à fortement nuancer la centralité et l'inévitabilité des affrontements religieux de l'âge révolutionnaire dont l'historiographie française s'est faite trop souvent l'interprète exclusive. D'autres voies, y



compris en régime de mono-confessionnalité parfois accusée (comme en témoignent encore, avec violence, les *Gordon Riots* de Londres en 1780 contre les « papistes »), ont été explorées dans le cours du XVIII^e siècle tant par les États monarchiques que dans certains courants d'opinion à l'intérieur même des Églises « établies » ; et, par-delà 1830, l'analyse de la révolution catholique et libérale qui donne naissance à la Belgique offre un nouvel exemple de transaction avec la modernité qui nourrira les aspirations des rédacteurs de *L'Avenir*. Mais c'est l'étude de l'expérience américaine (États-Unis et Canada), développée et approfondie en un chapitre particulièrement éclairant, qui démontre essentiellement comment, par-delà projets assimilateurs (notamment le plan britannique de protestantisation des 65 000 Québécois, confié au gouverneur Murray en 1763) et rêves de prééminence d'une *American Religion* unifiée autour du protestantisme, la tradition puritaine du *dissent*, l'esprit de tolérance des *quakers* et du Réveil, le libéralisme des élites politiques comme la résistance intransigeante des catholiques francophones du Québec et la détermination de l'épiscopat ont conduit à l'émergence d'un régime de liberté de conscience et de culte et à la coexistence (nullement « œcuménique », est-il utilement rappelé) des Églises, propices à l'expansion de toutes les confessions chrétiennes sur le continent nord-américain.

L'analyse de « l'exception française », développée de la Révolution à l'âge concordataire, n'en prend qu'un relief supplémentaire. Se fondant à la fois sur l'ample moisson de ses réflexions et de ses travaux personnels, sur les acquis du colloque d'histoire religieuse de Chantilly et sur un siècle de production historiographique réactualisée jusqu'au Bicentenaire, Bernard Plongeron offre à son lecteur une synthèse d'histoire religieuse révolutionnaire qui fera date ; synthèse complétée par de remarquables mises au point sur l'expérience religieuse des « Républiques-sœurs » et des territoires annexés de la péninsule italienne, des Pays-Bas et de l'Allemagne rhénane. L'intelligibilité historique de cette « exception française » repose notamment – on ne s'en étonnera pas – sur la pensée et l'action de l'abbé Grégoire, figure emblématique d'une *Aufklärung* catholique plongeant ses racines dans une formation théologique ouverte à la modernité religieuse et philosophique du XVIII^e siècle et dans la quotidienneté d'une expérience pastorale en terre lorraine ; figure d'homme d'influence et d'homme de gouvernement, servie par une exceptionnelle intelligence politique et un sens non moins aigu de l'événement ; figure à jamais liée aux deux causes de l'accession des Juifs à la citoyenneté (fut-ce aux dépens d'une partie de leur identité) et de l'émancipation des esclaves des colonies ; figure de théoricien exigeant d'une

« régénération » de l'Église à la lumière de la Révolution et de protagoniste déterminé d'une Église « constitutionnelle » presque détachée de tout lien de communion avec Rome et l'Église universelle ; figure de fidélité sacerdotale et de rupture révolutionnaire ; figure énigmatique enfin (est-il gallican ? est-il janséniste ? et comment concilie-t-il, un quart de siècle durant, une indéniable et courageuse cohérence religieuse et intellectuelle avec un non moins réel et tenace opportunisme politique ?), l'abbé Grégoire devient la clef d'une lecture ecclésiologique et politique de la crise révolutionnaire, relue, dans ses « avancées » comme dans ses contradictions. Rita Hermon-Belot a construit sa thèse sur l'analyse de ses discours et de ses opinions à l'Assemblée nationale constituante puis à la Convention, de ses sermons patriotiques en faveur d'une liberté limitée par les devoirs du chrétien, rappelant une vocation catholique spécifique de la nation française, la souveraineté du peuple apparaissant comme voulue et instituée par Dieu. Elle les rapporte aux idées des prêtres patriotes de 1789, dont il paraît comme la figure emblématique, aux côtés de Lamourette ou de Fauchet²¹ – un groupe d'élus ecclésiastiques auquel Timothy Tackett et Edna H. Lemay ont donné vie sociale et politique²², tandis que quelques grandes figures avaient droit à des biographies²³. Mieux que d'autres, Alyssa Goldstein-Sepinwall met en relief les contradictions inhérentes au projet de « régénération » de Grégoire (entre sa foi affirmée dans l'unité du genre humain et ses combats pour des groupes spécifiques – les noirs, les juifs, les pauvres, les femmes – ; entre cette foi et sa participation à la politique de suspicion), sa sensibilité à la montée du fanatisme religieux, assimilé à la contre-révolution, et son attachement à l'émergence d'une république chrétienne – l'intégration à celle-ci nécessitant l'abandon de pans entiers de leur culture pour les groupes concernés (les juifs, les anciens esclaves notamment) selon un « processus de civilisation » qui déstructurerait des groupes figés dans des identités

(21) Rita HERMON-BELOT, *L'abbé Grégoire. La politique de la vérité*, Paris, Seuil, 2000. Compte-rendu par Jacques Guilhaumou dans les *AHRF*, n° 3-2001, p. 122-124.

(22) Timothy TACKETT, *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997 ; Edna Hindie LEMAY, *Dictionnaire des Constituants (1789-1791)*, Paris, Universitas, 2 tomes, 1991, et *Dictionnaire des Législateurs (1791-1792)*, Ferney-Voltaire, Centre international d'étude du XVIII^e siècle, 2 tomes, 2007.

(23) Rita HERMON-BELOT, « L'abbé Fauchet », dans François FURET et Mona OZOUF (dir.), *La Gironde et les Girondins*, Paris, Payot, 1991, p. 329-349 ; Monique CUBELLS, « Charles-Benoît Roux, évêque constitutionnel des Bouches-du-Rhône, métropolitain des Côtes de la Méditerranée », dans Jean-Clément MARTIN (dir.), *Religion et Révolution*, actes du colloque de Saint-Florent-le-Vieil, Paris, Anthropos, 1994, p. 105-118.



particulières pour valoriser l'individu lui-même, engagé dans un projet de plus grande universalité²⁴.

Les monographies locales, s'appuyant notamment sur les outils quantitatifs, continuent de venir compléter les infinies nuances de la carte nationale tant sur le serment que sur les mariages de prêtres ou les prénoms²⁵. Elles sont très présentes lors du colloque de Saint-Florent-le-Vieil (13-15 mai 1993), organisé par Jean-Clément Martin, pour mieux aborder les armes intellectuelles du combat catholique, les ruptures sociales induites par le serment, le rapport entre religion et insurrections de l'Ouest ou résistances militaires, et la mémoire du schisme sur le long terme²⁶. Elles s'enrichissent de perspectives sociales et anthropologiques ou de la *microstoria* des réseaux, mobilisées par exemple dans la récente thèse de Paul Chopelin. Il nous restitue ainsi la société cléricale lyonnaise et ses fidèles dans la décennie révolutionnaire²⁷. Parmi les nombreux thèmes qu'il développe, dont celui, fort riche, de la « fabrique à martyrs » qui caractérise le contexte lyonnais, il tisse les liens sociaux qui unissent les chanoines-comtes de Lyon, fortement attachés, comme l'ensemble des chapitres lyonnais, à la défense des traditions rituelles, à la franc-maçonnerie locale ou à un monde ouvrier pour lequel ils se font médiateurs face à un corps de ville dominé par la bourgeoisie négociante – un passé qui permettra à quelques-uns de ne pas être inquiétés durant la Terreur. Paul Chopelin reconstitue aussi le réseau des associations religieuses de laïcs, qui, à l'initiative de l'abbé Linsolas, se consacrent à l'encadrement moral de la jeunesse, combattent la décrue de la foi, tandis que neuf compagnies paroissiales de charité, sept confréries de Pénitents, la Caisse philanthropique (fondée en 1788 et présidée par l'abbé Rozier) développent les actions de bienfaisance, dont certaines s'avèrent essentielles pour sou-

(24) Alyssa GOLDSTEIN-SEPINWALL, *The Abbé Grégoire and the French Revolution. The Making of Modern Universalism*, Berkeley, 2005. Compte-rendu de Bernard GAINOT dans les *AHRF*, n° 1-2006, p. 211.

(25) Louis PÉROUAS et Paul D'HOLLANDER, *La Révolution française, une rupture dans le Christianisme ? Le cas du Limousin (1775-1822)*, Treignac, Les Monédières, 1988 ; André MOISAN, *Mille prêtres du Morbihan face à la Révolution, 1789-1802*, Cesson-Sévigné, La Découverte, 1992 ; Raphaël BANGE, « Jean ou Pierre Marie ? Le nombre des prénoms considéré comme un indicateur de la vigueur des convictions religieuses », dans Jean-Paul BERTAUD, Catherine DUPRAT, Françoise BRUNEL et François HINCKER (dir.), *Mélanges Michel Vovelle. Sur la Révolution : approches plurielles*, Paris, Société des études robespierristes, 1997, p. 75-86 ; Xavier MARÉCHAUX, « La place des prêtres mariés dans l'histoire de la Révolution française », *ibidem*, p. 87-94 ; *AHRF*, n° 322, octobre-décembre 2000, n° spécial sur « Les prénoms révolutionnaires ».

(26) Jean-Clément MARTIN (dir.), *Religion et Révolution*, *op. cit.*

(27) Paul CHOPÉLIN, *Ville patriote et ville martyre. Une histoire religieuse de Lyon pendant la Révolution (1788-1805)*, thèse Lyon III, 2006.

lager les familles d'ouvriers indigents dans les moments de crise. Ces réseaux, qui peuvent compter sur celui des libraires pour conforter leur lutte par imprimés interposés, entrent pour partie dans la clandestinité à partir de 1790, organisant des circonscriptions de substitution aux nouvelles paroisses, contrôlées à distance par l'évêque réfractaire Marbeuf et par ses vicaires généraux restés en France. Forts de l'activisme de groupes de femmes et d'anciens élèves en philosophie du séminaire Saint-Irénée, ils paraissent décisifs pour l'organisation de l'Église réfractaire jusqu'au Concordat, suppléant au besoin l'absence du clergé par un encadrement laïc du culte. Paul Chopelin nous conduit dans le quotidien matériel des prêtres de l'un et l'autre camp – non sans en souligner les similitudes –, dans les murs de séminaires qui continuent à encadrer des vocations, dans les assemblées de fabriciens (thème rarement abordé dans l'histoire religieuse de la Révolution), dans les lieux de culte réaménagés selon les vœux d'un Lamourette qui frappe par son goût à la fois pour la simplification des cérémoniaux et pour les gestes symboliques. Il nous invite en quelque sorte à une relecture politique des conflits religieux, revendiquant sa proximité avec les travaux de Valérie Sottocasa sur les frontières, les rencontres et les exclusions confessionnelles. Battant les cartes religieuses et politiques, comme y invitait Michel Vovelle dans *La découverte de la politique*²⁸, elle avait avant lui démontré combien la différence confessionnelle pouvait imprégner les conflits idéologiques dans les montagnes du Languedoc entre des Cévennes protestantes ralliées à la Révolution, une Lozère catholique nourrissant la contre-révolution, des pays hostiles à la constitution civile du clergé sans activisme politique (l'Aubrac, la grande Causse), d'autres indifférents, comme la Margeride²⁹.

L'étude des discours et des représentations qui ont fondé la politique religieuse des élus du peuple a, elle aussi, apporté de nouveaux fruits³⁰. Le clergé régulier suscite un vif intérêt³¹, bien marqué

(28) Michel VOVELLE, *La découverte de la politique. Géopolitique de la Révolution française*, Paris, Éditions La Découverte, 1993.

(29) Valérie SOTTOCASA, *Mémoires affrontées. Protestants et catholiques face à la Révolution dans les montagnes du Languedoc*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004.

(30) Yann FAUCHOIS, « La difficulté d'être libre : les droits de l'homme, l'Église catholique et l'Assemblée constituante, 1789-1791 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 48-1, 2001, p. 71-101 ; Philippe BOURDIN, « Collégiales et chapitres cathédraux au crible de l'opinion et de la Révolution », *AHRF*, n° 1-2003, p. 29-54.

(31) Ségolène de DAINVILLE-BARBICHE, « Les ordres religieux et la Révolution française », *Revue d'histoire de l'Église de France*, tome 83, n° 211, 1997, p. 445-450 ; Augustin-Hervé LAFFAY, *Dom Augustin de Lestrangle et l'avenir du monachisme (1754-1827)*, Paris, Cerf, 1998.



par l'importante rencontre de la Faculté de Théologie de Lyon en 1992, à l'initiative d'Yves Krumenacker, qui marie approches régionales et synthèses sur les ordres ou les congrégations³². Les représentations écrites ou figurées des ordres féminins, la marche vers leur disparition, comme leur résistance ou leur reconstruction clandestine, ont donné lieu à plusieurs livres, colloques et articles³³. Dans la continuité des travaux de Philippe Loupès sur la Guyenne moderne, les collégiales et les chapitres cathédraux ont désormais droit de cité dans l'historiographie de la Révolution, soit appréhendés à travers des destins particuliers, des *minores* comme Philippe-Antoine Grimaud, gagné au clergé constitutionnel et déchristianisateur dans l'ombre de Fouché³⁴, soit qu'ils donnent lieu à une étude prosopographique des musiciens d'Église. Elle ouvre sur la liturgie, l'emprise sociale des chapitres, les carrières de leurs serviteurs, et sur leurs adaptations respectives durant la décennie 1789-1799 (réinvestissement des musiciens et des chantres dans le théâtre, l'armée, les cérémonies civiles, créations musicales propres à l'Église constitutionnelle ou à la Théophilanthropie, etc.)³⁵.

La mise en perspective et le croisement des parcours individuels a surtout bénéficié à une connaissance meilleure et plus complexe des clergés. Mais, pour comprendre ce qui se joue entre la France et Rome, on dispose depuis 2004 de la grande thèse de Gérard Pelletier sur *Rome et la Révolution française*³⁶. Elle complète et se substitue désormais en majeure partie au livre ancien d'Albert Mathiez sur *Rome et le clergé*

(32) Yves KRUMENACKER (dir.), *Religieux et religieuses pendant la Révolution (1770-1820)*, Lyon, Profac, 2 volumes, 1995.

(33) Marielle de CHAIGNON, *Adélaïde de Cicé, 1749-1820*, Paris, Nouvelle Cité, 1990 ; Gwenaël MURPHY, *Les religieuses dans la Révolution française*, Paris, Bayard, 2005 ; du même, « Les religieuses et la Révolution française », dans Évelyne MORIN-ROTUREAU, *1789-1799 : combats de femmes. La Révolution exclut les citoyennes*, Paris, Autrement, p. 85-104 ; Philippe BOURDIN, « Visitation et Révolution », dans Bernard DOMPNIER et Dominique JULIA (dir.), *Visitation et visitandines aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Actes du colloque d'Annecy (3, 4 et 5 juin 1999), Publications de l'Université de Saint-Étienne, 2001, p. 227-268 ; Jacques BERNET, « Terreur et religion en l'an II. L'affaire des Carmélites de Compiègne », dans Michel BIARD (dir.), *Les politiques de la Terreur, 1793-1794*, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 435-446.

(34) Philippe BOURDIN, *Le noir et le rouge. Itinéraire social, culturel et politique d'un prêtre patriote (1736-1799)*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2000.

(35) Bernard DOMPNIER et alii, « Les musiciens d'Église en 1790. Premier état d'une enquête sur un groupe professionnel », *AHRF*, n° 340 (avril-juin 2005), p. 57-82 ; *Musiciens d'Église en Révolution*, actes du colloque du Puy-en-Velay (25-26 octobre 2007), à paraître dans la *Revue de musicologie*, 2009.

(36) Gérard PELLETIER, *Rome et la Révolution française. La théologie et la politique du Saint-Siège pendant la Révolution française (1789-1799)*, Rome, École française de Rome, 2004.

français sous la Constituante (1911), qui portait pour sous-titre : *La Constitution civile du clergé. L’Affaire d’Avignon*. L’ouvrage de Mathiez, qui a longtemps fait autorité dans l’historiographie « classique » de la Révolution française, présente en effet la double limite de s’appuyer exclusivement sur des sources françaises et de privilégier une thèse – à savoir que l’affaire de l’annexion d’Avignon et du Comtat venaissin à la France a pesé lourdement dans la circonspection et le long délai de réaction des autorités romaines – qui méritait d’être vérifiée à partir des documents émanant de l’autre partie en présence. Le premier mérite de la thèse de Gérard Pelletier est de renouveler en profondeur la question en intégrant les sources romaines au débat français. En effet, s’il n’a nullement négligé le matériel conservé en France (archives des assemblées révolutionnaires, notamment du Comité ecclésiastique et du Comité d’Avignon de l’Assemblée constituante ; correspondance politique du ministère des Affaires étrangères, série Rome ; Archives de la Société des missions étrangères de Paris, également explorées par Bernard Plongeron), il a su mettre au jour une documentation en partie ou complètement inédite dans les divers fonds des archives romaines, dont il fournit en annexe un inventaire détaillé : *Archivio di Stato di Roma (Carte politiche e riservate)* ; Archives vaticanes (correspondance diplomatique du cardinal secrétaire d’État avec les nonciatures de Paris, Cologne, Munich, Lucerne, Bruxelles, Varsovie, Madrid, Lisbonne, Vienne, Turin, Florence, Gênes, Venise, Naples et Malte, et avec la légation d’Avignon) ; correspondance du cardinal secrétaire d’État avec les princes et les évêques de la catholicité ; séries *Epoca Napoleonica. Francia. Italia. Baviera* ; série *Emigrati della Rivoluzione francese* ; congrégation d’Avignon ; fonds Garampi ; fonds *Sinodo di Pistoia* ; archives de la S. Congrégation pour les Affaires ecclésiastiques extraordinaires (séries *Francia, Germania, Inghilterra, Stati Ecclesiastici*) ; Archives historiques du Saint-Office ; Archives de la S. Congrégation *De Propaganda Fide* ; Archives de la Curie généralice de la congrégation des barnabites (fonds Gerdil). Le travail de Gérard Pelletier opère une véritable révolution documentaire dans l’étude des rapports entre la France et le Saint-Siège durant la Révolution française, dans le même temps où deux chercheurs romains, Luigi Fiorani et Domenico Rociolo, publiaient en 1998 dans la Collection de l’École française de Rome un inventaire exhaustif des sources romaines de la Révolution française, précédé d’une magistrale et très éclairante introduction historiographique de Luigi Fiorani qui replace dans une perspective romaine des événements appréhendés généralement en France dans une tout autre dyna-



mique³⁷. Il en va de même des travaux de Marina Caffiero sur les enjeux ecclésiastiques, politiques et idéologiques de la béatification du « saint mendiant » Benoît Labre dans la Rome de Pie VI, ou sur la prolifération des mouvements prophétiques en Italie à la veille et pendant le déroulement de la Révolution française, éclairés encore par les très neuves et très stimulantes analyses qu'un jeune historien romain, Massimo Cattaneo, a consacré aux « prodiges mariaux » de Rome et des Marches en 1796, à la veille de l'intervention militaire française, à partir des actes retrouvés de l'enquête ecclésiastique³⁸.

Du travail de Gérard Pelletier se dégage une thèse majeure : que l'antijansénisme théologique et ecclésiologique de la Curie romaine a été à Rome le cadre d'analyse et le mode d'appréhension et d'évaluant dominant de l'ecclésiologie révolutionnaire. Cette thèse, abondamment étayée et tout à fait convaincante, a deux conséquences majeures sur le plan de l'intelligibilité historique des actes du magistère romain : elle situe la Révolution française dans la continuité d'un tournant ecclésiologique d'inspiration curialiste qui est la marque même du pontificat de Pie VI, autour du groupe du *Giornale ecclesiastico* (Zaccaria, Cuccagni, Bolgeni, Muzzarelli, Marchetti), jadis étudié par Giuseppe Pignatelli et qui précède et annonce le tournant intransigeant du XIX^e siècle ; et elle atténue le caractère d'exceptionnalité de cette même Révolution française aux yeux des autorités romaines, ce qui constitue à la fois une faiblesse (on a assurément mal mesuré à Rome la radicalité de la rupture instaurée avec

(37) Luigi FIORANI, Domenico ROCCIOLO, *Chiesa romana e Rivoluzione francese*, Rome, Collection de l'École française de Rome n° 336, 2004. Il faut également évoquer en complément les actes de l'important colloque *La Rivoluzione nello Stato della Chiesa, 1789-1799*, a cura di Luigi FIORANI, Pise-Rome, Istituti editoriali e poligrafici internazionali, 1998.

(38) Marina CAFFIERO, *La nuova era. Miti e profezie dell'Italia in Rivoluzione*, Gênes, Marietti, 1991 ; Marina CAFFIERO, *La politica della santità. Nascita di un culto nell'età dei Lumi*, Rome-Bari, Laterza, Biblioteca di cultura moderna, 1996 ; traduction française : *La Fabrique d'un saint à l'époque des Lumières*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2006 ; Massimo CATTANEO, *Gli Occhi di Maria sulla Rivoluzione. « Miracoli » a Roma e nello Stato della Chiesa (1796-1797)*, Rome, Istituto nazionale di studi storici, 1995. Sur Benoît-Joseph Labre encore comme « figure antagoniste » majeure des Lumières et de la Révolution, on renverra également à l'ouvrage collectif *Benoît Labre. Errance et sainteté. Histoire d'un culte, 1783-1983*, sous la direction d'Yves-Marie HILAIRE, Paris, Éditions du Cerf, 1984 (avec une importante contribution de Bernard Plongeron sur « Benoît-Joseph Labre au miroir de l'hagiographie janséniste en France, 1783-1789 ») ainsi qu'aux trois articles de Claude LANGLOIS, « L'iconographie de Benoît Labre. Prolégomènes », dans *Provence historique*, n° 156, 1989, p. 199-213 ; « Images en liberté et sainteté sous surveillance. Le paradoxe de Benoît Labre », dans *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, XCVIII, 1991-1992, p. 173-187 ; et « Invention d'un saint, prolifération d'images. Le cas Benoît Labre », dans *Les imprimés de la Révolution en Italie*, numéro spécial des *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, CII, 1990/2, p. 353-356.

l'Ancien Régime, la formidable accélération des modes de temporalité induite par la Révolution et la profondeur ainsi que la violence des courants déchristianisateurs), mais aussi une force : l'Église romaine continue à apprécier les événements et les hommes à travers ses propres catégories de pensée et sait inscrire le bouleversement révolutionnaire au sein d'une perception plus longue et dans des catégories (« persécution », « apostasie », « martyr ») empruntées à sa propre tradition.

La thèse de Gérard Pelletier apporte d'autre part beaucoup et du très neuf à la connaissance de la Curie romaine durant le pontificat de Pie VI et, très particulièrement, de la congrégation des Affaires de France dont il a su percer le mystère qui l'entourait à force d'investigations rigoureuses et de minuties archivistiques dans des fonds dévastés, dater les sessions et les actes, replacer l'histoire dans le contexte de l'histoire globale de la Curie et l'inscrire dans la continuité de la condamnation des actes du concile de Pistoie de 1786 : ce sont en effet les mêmes hommes, animés par le même secrétaire (le futur cardinal Di Pietro), qui ont eu à traiter du jansénisme toscan et de la constitution civile du clergé. Il restitue aussi leur juste place aux protagonistes de l'événement dans la perspective romaine : le roi, dont l'autorité est constamment surévaluée ; l'Assemblée nationale constituante et son Comité ecclésiastique, largement ignorés ; les évêques gallicans, interlocuteurs privilégiés et souvent défaillants ; l'Église constitutionnelle, point aveugle de l'appréhension romaine ; les différents « intermédiaires » enfin : le nonce Dugnani, le cardinal de Bernis, le ministre Montmorin, l'insupportable abbé de Salamon, etc. Il sait aussi dégager les degrés d'information, les divergences d'appréciation et la pluralité des positions au sein de la Curie qui, moins encore que la Révolution, n'est pas un *bloc* : entre les cardinaux Albani, Antonelli ou Borgia, il existe beaucoup plus que des nuances. Cette analyse en profondeur et en finesse des interventions romaines permet ainsi de relativiser l'hypothèse purement « avignonnaise » d'A. Mathiez : à l'examen des sources romaines, les considérations diplomatiques et politiques ont sans doute beaucoup moins pesé que les arguments théologiques et ecclésiologiques. Les « silences de Pie VI » (pour reprendre la belle et forte expression de Bernard Plongeron) sont davantage liés aux tergiversations de l'épiscopat gallican et aux contradictions du roi ; les « jeux sont faits » dès l'hiver 1790-1791 du seul point de vue qui importe en Curie, c'est-à-dire sur le plan ecclésiologique ; et les deux brefs tardifs, *Quod aliquantum* (10 mars 1791) sur le plan doctrinal et *Charitas* (13 avril) sur le plan canonique se complètent selon la logique propre aux dicastères romains. L'affaire du bref *Pastoralis sollicitudo* en 1796 puis la discussion



sur le « serment de haine » imposé après Fructidor, prennent toute leur signification dans cette perspective ecclésiologique.

L'ensemble des travaux menés sur le clergé émigré en Europe pendant la Révolution, contribue également au renouvellement des perspectives et de la documentation de l'histoire religieuse de la Révolution française. Ces recherches soulignent, par-delà les difficultés matérielles qu'ils doivent affronter, les nombreuses contradictions idéologiques auxquelles sont confrontés les exilés, le travail sur eux-mêmes et sur leur théologie auquel ils sont souvent contraints³⁹. Toutes choses qui ressortent clairement du travail de Paul Chopelin sur l'accueil des prêtres constitutionnels émigrés dans l'État pontifical⁴⁰, désormais considérés comme des contre-révolutionnaires en France et sous surveillance constante à Rome, surtout de la part des réfractaires, qui y voient une concurrence sur le terrain de la bienfaisance pontificale et souscrivent à la propagande antijanséniste d'un clergé italien plus globalement méfiant vis-à-vis de tout le clergé français, suspecté d'« esprit démocratique ». Les difficultés des anciens évêques constitutionnels face au Concordat prouveront du reste, si besoin était, que le schisme ne reposait pas sur la seule question du serment⁴¹. Avec les deux importants ouvrages que Bernard de Brye a consacrés au futur cardinal de La Fare, qui prêcha la messe du Saint-Esprit à l'aube des États généraux avant de devenir le représentant du prétendant Louis XVIII à Vienne et de faire figure de chef de l'épiscopat royaliste sur

(39) Arnulf MOSER, *Die französische Emigrantenkolonie in Konstanz während der Revolution (1792-1799)*, Sigmaringen, Jan Thorbecke, 1975 ; Peter VEDDELER, *Französische Emigranten in Westfalen (1792-1802). Ausgewählte Quellen*, Münster, Nordrhein- Westfälisches Staatsarchiv, 1989 ; Bernhard KRÖGER, *Der französische Exilklerus im Fürstbistum Münster (1794-1802)*, Verlag Philipp von Zabern, Mainz, 2005 ; Jean-Philippe LUIS, « Le clergé émigré en Espagne pendant la Révolution (1791-1802) », dans *Les Révolutions ibéro-américaines à l'aube du XIX^e siècle*, Paris, 1991 ; Manuel GUTIÉRREZ GARCIA-BRAZALES, *El exilio del Clero Francés en España durante la Revolución (1791-1815)*, Zaragoza, 2004 ; Dominic Aidan BELLENGER, *The French exiled clergy in the British Isles after 1789*, Bath, Downside Abbey, 1986 ; Bernard DE BRYE, « La Révolution française et l'émigration de l'épiscopat gallican : historiographie d'une absence », *RHMC*, 40, octobre – décembre 1993, n° 4, p. 605-628 ; du même, *Consciences épiscopales en exil, 1789-1814 : à travers la correspondance de Mgr de La Fare, évêque de Nancy*, Paris, Cerf, 2004 ; Yann FAUCHOIS, « Les évêques émigrés et le royalisme pendant la Révolution française », dans Roger DUPUY, François LEBRUN (éd.), *Les Résistances à la Révolution*, Paris, Imago, 1987, p. 386-395 ; Bernard PLONGERON, « Église et Révolution d'après les prêtres émigrés à Rome et à Londres (1792-1802) », *Cristianesimo nelle storia* 10, 1989, p. 273-306. Merci à Karine Rance de nous avoir communiqué ces renseignements.

(40) Paul CHOPELIN, « “Des loups déguisés en agneaux” ? L'accueil des prêtres constitutionnels émigrés dans l'État pontifical », *AHRF*, n° 341, juillet-septembre 2005, p. 85-109.

(41) Bernard PLONGERON, « Face au Concordat (1801), résistances des évêques anciens constitutionnels », *AHRF*, n° 337, juillet-septembre 2004, p. 85-115.

le continent⁴², la thèse récente de Caroline Blanc-Chopelin sur l'évêque constitutionnel de Lyon, Adrien Lamourette⁴³, ouvre de ce point de vue des voies très riches pour la compréhension d'une théologie propre à la nouvelle Église, des voies qui ramènent inévitablement aux travaux de Monique Cottret et de Catherine Maire sur le jansénisme⁴⁴, et tout autant aux questions de Dale Van Kley sur les origines religieuses de la Révolution française⁴⁵. L'édification d'un martyrologe qui conduira deux siècles plus tard à des béatifications, participe de cette lutte instrumentalisée depuis le Vatican⁴⁶. En refusant de s'en tenir à la mémoire construite des corps suppliciés, Stéphane Baciocchi et Philippe Boutry ont récemment proposé de réévaluer les faits et les notions qui ont nourri de longues polémiques et longtemps empêché une recherche scientifique sereine : ouvrant le dossier des « victimes » ecclésiastiques de la Terreur, qui ont succombé soit à la suite de condamnations légales soit par le fait de violences collectives, ils s'efforcent de reconstruire des carrières, les attendus des procès, la catégorisation des délits, le décompte des morts et, au final, d'établir une cartographie nationale⁴⁷. Mais les adversaires idéologiques désignés depuis Rome, artisans d'un hypothétique « complot », vivent

(42) Bernard DE BRYE, *Un Évêque d'Ancien régime à l'épreuve de la Révolution [Texte imprimé] : le cardinal A.L.H. de La Fare : 1752-1829*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 1985 ; *Consciences épiscopales en exil (1789-1814). À travers la correspondance de Mgr de La Fare, évêque de Nancy*, Paris, Éditions du Cerf, 2004.

(43) Caroline BLANC-CHOPELIN, *De l'apologétique à l'Église constitutionnelle : Adrien Lamourette (1742-1794)*, thèse Lyon III, 2006.

(44) Monique COTTRET, *Jansénismes et Lumières, pour un autre XVIII^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1998 ; de la même, « 1789-1791 : triomphe ou échec de la minorité janséniste », dans Christine PEYRARD (dir.), *Révolution et minorités religieuses*, dans *Rives nord-méditerranéennes*, n° 14, Aix-en-Provence, 2003, p. 49-61 ; Catherine MAIRE, *De la cause de Dieu à la cause de la Nation. Le jansénisme au XVIII^e siècle*, Paris, NRF, 1998. Rita HERMON-BELOT revient sur le débat qui oppose les auteurs à propos de l'existence ou non d'un « parti janséniste » (terme qu'emploie C. Maire) en 1789, d'un ou plusieurs jansénismes (thèse de M. Cottret) dans Jean-Clément MARTIN (dir.), *La Révolution à l'œuvre. Perspectives actuelles dans l'histoire de la Révolution française*, Presses universitaires de Rennes, 2005 (« Religions et Révolutions, rencontres interdisciplinaires et interrogations du présent », p. 193-203).

(45) Dale K. VAN KLEY, *Les origines religieuses de la Révolution française (1560-1791)*, Paris, Seuil, 2002. Compte-rendu de Claude MAZAUROIC dans les *AHRF*, n° 1-2003, p. 186-189.

(46) Jean-Clément MARTIN, « Les martyrs de la foi. Histoire et sacré », dans *Religion et Révolution*, Paris, Economica, 1994, p. 91-101 (article reproduit dans *Révolution et Contre-Révolution en France de 1789 à 1995. Les rouages de l'histoire*, Presses universitaires de Rennes, 1996, p. 61-68).

(47) Stéphane BACIOCCHI, Philippe BOUTRY, « Les "victimes" ecclésiastiques de la Terreur », dans Michel BIARD (dir.), *Les politiques de la Terreur, op. cit.*, p. 447-460.



bien au-delà des frontières de l'Église : le combat, en France, portera aussi contre les intellectuels, les Idéologues et les savants⁴⁸.

Le présent numéro des *Annales historiques de la Révolution française* entend marquer fortement l'intérêt de notre revue pour ces recherches sans cesse augmentées et renouvelées, prendre acte de ce mouvement continu en ouvrant ses pages à de jeunes chercheurs qui se sont engagés dans des chemins souvent inexplorés. Le choix a été délibéré de limiter le propos à l'Église catholique en Révolution, pour mieux marquer la richesse de l'historiographie qui lui est consacrée, en ayant conscience que d'autres enquêtes ont été ouvertes avec succès et intérêt toutes ces dernières années sur les religions minoritaires ou sur les cultes révolutionnaires, en ayant conscience aussi que l'histoire religieuse, multipliant les sources de l'enquête, se défait sans doute plus vite que jamais d'une gangue mystique pour atteindre à la complexité des réalités et à la contradiction bienvenue des points de vue. Il ne s'agit en aucun cas de plaider pour une indépendance de la question catholique, et tous les articles qui suivent sur l'opinion publique ou intime, les conflictualités religieuses, les résistances, prouvent au contraire les interactions permanentes entre le contexte social et politique et ses traductions idéologiques.

Philippe BOURDIN

Université Blaise-Pascal-Clermont II
Centre d'histoire « Espaces et cultures »
4, rue Ledru
63057 Clermont-Ferrand Cedex 1
phbourdin@laposte.net

Philippe BOUTRY

Université Paris I-Panthéon Sorbonne
Centre de recherches en histoire du XIX^e siècle
17, rue de La Sorbonne
75005 paris
phboutry@wanadoo.fr

(48) Didier MASSEAU, *Les ennemis des philosophes. L'antiphilosophie au temps des Lumières*, Paris, Albin Michel, 2000 ; Jean-Luc CHAPPEY, « Catholiques et sciences au début du XIX^e siècle », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 87, 2002, p. 13-36.